



ANTONIO PENNACCHI

Mammouth



LIANA LEVI

**Préhistorique
la classe ouvrière ?**

Avant-propos

J'ai commencé à rédiger *Mammouth* le soir du 3 novembre 1986 à l'âge de trente-six ans, cinq mois après la mort de mon père. Je l'ai écrit à la main – avec un stylo plume à cartouches bleues acheté à la Standa¹ – dans trois gros cahiers rouges. Au fur et à mesure que j'avancais, je le dactylographiais. Je l'ai terminé le 26 juin 1987.

Je l'ai relu, corrigé et photocopié, ai relié moi-même tous les exemplaires à la colle vinylique et en ai rempli le coffre de ma Fiat 127 jaune. Puis j'ai embarqué femme et enfants – Marta et Gianni étaient encore petits, la première avait neuf ans, le second trois – et les ai emmenés début juillet faire le tour des éditeurs de Milan. Je pensais – qu'est-ce que j'en sais, moi? – qu'il valait mieux y aller personnellement. Ce furent nos premières et uniques vacances, et nous nous sommes amusés. « Tu verras, papa va devenir riche », disais-je de temps en temps à mes enfants, à l'arrière. « Concentre-toi plutôt sur la conduite », répliquait Ivana.

Je me trompais. Début octobre, les premières lettres sont arrivées: « Cet ouvrage ne correspond pas à notre ligne éditoriale. » Et cela a continué pendant huit ans. Ce qui ne signifie pas que, pendant huit ans, j'ai sonné à toutes les portes des maisons d'édition, seul ou en famille. « Qui est-ce? Encore lui? » s'exclamait-on, paraît-il. Non, entre-temps je m'étais dégourdi et j'expédiais les exemplaires par

1. Le Monoprix italien. (*Les notes sont de la traductrice.*)

la poste. Et chaque fois que l'un d'eux me revenait, je le retournais. Bien sûr, je changeais le titre: je n'étais pas si stupide. Mais imaginez-les un peu, relisant les premières pages: «Encore?» Durant huit ans. Ils me le réexpédiaient et je le renvoyais. Cinquante-cinq refus de la part de trente-trois éditeurs différents. Tous les éditeurs d'Italie, du plus gros au plus petit. Sans exclusion. Ils n'ont pas voulu de moi. Et maintenant, je devrais refuser de me faire publier par Mondadori parce que cette maison d'édition appartient à Berlusconi? Allez donc vous faire voir, Berlusconi et vous. (De même, je n'ai jamais eu d'agent. J'en ai cherché un. Ils n'ont pas voulu de moi, eux non plus.)

Il faut préciser que j'opérais des variantes. Quand je trouvais dans ma boîte aux lettres le pli ou le mot expliquant: «Cet ouvrage ne correspond pas à notre ligne éditoriale», c'était un coup de poignard, évidemment. Répété cinquante-cinq fois. Mais je ne me suis jamais découragé, je n'ai jamais baissé les bras et, aux amis qui me disaient: «Bon, essaie donc d'en écrire un autre», je répondais sans hésiter: «Tu es débile, ou quoi? Si ce livre ne va pas, il est inutile que j'en fasse un autre. C'est celui-ci que je dois arranger.» Et ainsi, des trois cents pages initiales, il n'en est resté – par soustraction, réduction, polissages et multiples réécritures – que cent soixante.

Enfin, le livre est arrivé un jour entre les mains d'Ornella Mastrobuono, éditrice à l'époque chez Donzelli, et d'un seul coup, par je ne sais quel mystère, il a plu à tout le monde. À sa sortie, un succès critique unanime. Pas commercial. Mais merci pour toujours à Ornella et merci à Donzelli, avec qui les relations – professionnelles et personnelles – se sont hélas interrompues. Ainsi va la vie.

En attendant, je m'étais inscrit – à la suite des histoires étranges qui sont racontées dans *Mammouth* et d'une période de chômage technique – à l'Université. Puis j'ai été

rappelé à l'usine et j'ai terminé le cycle universitaire – aussi bien les derniers examens que mon mémoire sur Benedetto Croce – en travaillant la nuit aux torpilles de câbles à paires torsadées. Souvent, mes camarades se relayaient pour s'occuper de mes machines : « Allez, va donc étudier. » C'est ce que je faisais, penché sur mes livres à mon établi, tandis qu'ils se moquaient de moi : « Toute cette science, à quoi ça va te servir ? »

J'ai passé ma maîtrise de lettres à l'université la Sapienza, à Rome, le 27 avril 1994 et obtenu la mention très bien avec les félicitations du jury. Tout le Comité syndical de l'entreprise Fulgorcavi était réuni autour de moi et de mon professeur, Mario Scotti.

C'est durant cette période que *Mammouth* a été imprimé et publié.

Le texte reproposé ici est le même. Je n'ai rien voulu changer. Aujourd'hui j'écris d'une autre façon. Ma prose est moins fragmentée. Et moins rageuse, peut-être. En revanche elle contient plus de sagesse. Plus de *pietas*. Mais *Mammouth* est ainsi, et c'est ainsi qu'il doit rester. C'est le seul de mes livres – j'ai envie d'écrire « le seul de mes enfants » – auquel je refuse de toucher. Les huit années que je lui ai consacrées ne suffisent-elles pas ? J'ai appris mon métier avec lui.



Quand ce livre a été écrit, l'unité syndicale existait encore. Tout comme l'Union soviétique et les pays du bloc socialiste. L'Albanie était complètement isolée. C'était l'Albanie d'Enver Hoxa qui s'était disputée avec l'Union soviétique et, comme si cela ne suffisait pas, avec la Chine maoïste. On ne lui fournissait plus rien. Pas la moindre goutte de pétrole ni de caoutchouc. Qu'elle ne demandait pas, d'ailleurs.

Elle voulait être seule – « mieux vaut seul que mal accompagné » –, barricadée au milieu de l'univers, et elle était la dernière à demeurer purement marxiste-léniniste. Comme nous autres, les ouvriers de Fulgorcavi, bien sûr.

Le syndicat était encore unitaire en Italie. La CGIL, la CISL et la UIL¹ n'auraient jamais songé à signer des contrats ou des accords séparés. En réalité, il y avait déjà eu un avertissement : la « nuit de la Saint-Valentin² », concernant deux points sur l'échelle des salaires, puis le référendum destiné à en abroger l'accord, promu par la composante communiste de la CGIL. J'étais dans ce camp, mais c'est là que s'est brisée irrémédiablement l'unité syndicale. La rupture n'a pas été immédiate : les « Comités de délégués » perduraient dans les usines. Chaque atelier élisait sur un bulletin blanc un délégué qui n'était pas forcément inscrit au syndicat. Ce n'étaient donc pas les organisations singulières qui choisissaient des représentants, mais la CGIL, la CISL et la UIL qui devaient se confronter ensemble à ce Comité élu par la base. Cette démocratie directe s'appelait le « syndicat des comités ». Une sorte de soviet.

Vous dites : « Vous étiez un peu fous. »

C'est possible.

1. CGIL, *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (Confédération générale italienne du travail), la CGT italienne. CISL, *Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori* (Confédération italienne des syndicats de travailleurs), organisation syndicale d'inspiration démocrate-chrétienne et laïque modérée, fondée en 1950. UIL, *Unione Italiana del Lavoro* (Union italienne du travail), fédération syndicale fondée en 1949 par des syndicalistes sociaux-démocrates et républicains.

2. Le 14 février 1984, le gouvernement Craxi promulgue le « décret de la Saint-Valentin », au terme d'un accord avec les partenaires sociaux pour réduire l'échelle mobile des salaires dans le cadre de la lutte contre l'inflation. La CGIL est le seul syndicat à s'y opposer, et le PCI, dirigé par Enrico Berlinguer, retire son appui au gouvernement socialiste.

En ce qui me concerne, jusqu'en 1978 – et même après, jusqu'en 1980-81 – je croyais que j'œuvrais à la révolution, que l'usine nous appartenait, à nous, et pas au patron, que nous réussirions tôt ou tard à construire un monde nouveau fait de justice et de fraternité, affranchi de l'exploitation capitaliste. J'étais encore un « antagoniste », comme on dit, et antagoniste aussi était notre syndicalisme.

Nous sommes devenus « sociaux-démocrates » – j'ai même été partisan de Togliatti et réformateur – en 1981, quand l'usine est entrée en crise et a failli fermer. C'est à ce moment-là – au moment où nous avons été obligés de la gérer nous-mêmes pour qu'elle reste ouverte et compétitive sur le marché – qu'il nous a fallu prendre en compte les impératifs de l'entreprise et même de l'économie de marché. Avions-nous le choix ? Aurions-nous dû la regarder fermer ?

Et puis il en est allé comme il en est allé. Tout est écrit dans le roman. L'usine est restée ouverte trente années supplémentaires. Jusqu'en 2010. Et si le fait de l'avoir alors maintenue en vie avec mes camarades constitue l'un de mes plus beaux souvenirs et l'une de mes plus belles satisfactions, le fait de la savoir à présent fermée est l'un de mes plus grands chagrins. Comme tous les ouvriers, j'aimais mon usine, ses ateliers, ses machines. Et il m'arrive de rêver, la nuit, qu'on me redemande d'y travailler. Parfois cela me remplit d'anxiété, car il me faut surmonter une fois de plus la période d'essai. Mais la plupart du temps, j'éprouve une joie pure parce que je me retrouve avec mes camarades, y compris ceux qui ne sont plus là, et que je travaille à mes machines, la Maillefer 120, les torpilles, la Shaw, la Conique. Et même l'Émaillerie.

Mais depuis, le syndicat n'a cessé de se diviser en Italie. La CGIL, la CISL et la UIL ont donné l'assaut au « syndicat

des comités», le seul unitaire, et chacune s'est employée à protéger sa propre organisation, concurrençant les autres pour obtenir accords, pouvoir et surtout cartes d'inscription, avec l'argent qui les accompagne. D'ailleurs, se justifier et s'alimenter est le principe de toute bureaucratie.

Or, lorsqu'un syndicat se brise, le seul à en tirer profit – en dehors des bureaucraties susdites – est le patron, non l'ouvrier ou le travailleur en général. En effet, inévitablement – c'est même une loi physique des mouvements de masse – l'un des deux segments choisit des positions de plus en plus extrémistes: «Je suis le meilleur, je ne cède jamais, suivez-moi car je suis le seul à ne pas me vendre.» Quand les autres signent un accord, ce syndicat affirme qu'on pouvait obtenir plus, que les autres sont des vendus. Et moins il signe – plus il joue le pur et dur, le seul «honnête» –, plus les autres le font.

Car – et c'est là encore une loi de la physique sociale – plus il va à gauche, plus les autres vont à droite. Ils signent tout, même à la baisse, mais ils signent, parce que si notre syndicat doit construire un consensus en criant: «Je veux davantage!», les autres le construisent de force par le biais du pouvoir et des favoritismes de l'entreprise. «Tu veux passer d'un atelier à l'autre? Tu veux changer d'équipe? Tu veux entrer dans une autre catégorie? Suis-moi, je te conduirai chez le chef du personnel.» Évidemment, quand vient l'heure de la signature, le chef du personnel fait signer ce qu'il veut.

Ergo, lorsque le syndicat se divise, une partie va vendre son âme au patron et l'autre au diable, c'est inévitable. Le seul à payer pour tout le monde, c'est l'ouvrier, car le patron passe au milieu des sections comme un char d'assaut. Il vous affile au rasoir.

Vous objectez: «Le patron a pour lui les raisons de la productivité.» D'accord, mais y a-t-il un semblant de raisons côté ouvrier?

Un ouvrier est avant tout une personne. Chose que l'on oublie souvent dans les usines. Il ne faut plus l'oublier, cher patron, parce que lorsque cet individu enfle son bleu, tout le monde le tutoie. En revanche, si tu portes une chemise ou une veste, il te vouvoie. Mais si ce pauvre ouvrier a la chance d'être assisté par les dieux, qui placent sur sa route un chef d'équipe ou un chef d'atelier bien élevés, il a tout loisir de mener une existence tranquille en affrontant les seuls problèmes de la vie cosmique et du cycle de la production. Ce n'est pas toujours le cas, ou plutôt c'est le contraire qui se produit la plupart du temps. Le monde est rempli de gens qui se prévalent de l'autorité d'autrui et il n'y a pas – dans ce pays – de principe d'autorité supérieur à celui de l'entreprise. Il y a plus de démocratie dans une caserne de carabiniers qu'à l'intérieur des ateliers d'usine. Et si, pour votre malchance, vous tombez sur un chef d'équipe ignare ou arrogant et que vous ayez dû signer au moment de votre engagement un contrat limitant votre droit de grève aux seules grèves proclamées officiellement par les syndicats « autorisés » – ce qui signifie que si vous lancez un ordre de grève d'en bas avec vos seuls camarades d'atelier, vous risquez d'être licencié –, vous êtes à la merci totale, huit heures par jour, de cette tête de nœud. Tous les jours que contient une année. *Automatos* justement, ainsi que le dit Aristote à propos des esclaves. Non plus une personne, mais un *adiectum* à la machine. Une manivelle ou un outil comme tant d'autres.

Plus vite Marchionne, le directeur général de Fiat, et ses copains comprendront ces données élémentaires, mieux ce sera pour tout le monde. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux, on ne peut pas trop tirer sur la corde. Tôt ou tard, les gens finissent par se mettre en rogne. Vous objectez: « Et l'entreprise? » Moi, j'aime davantage l'entreprise que toi, cher patron. Je n'ai qu'elle. Ce qui n'est peut-être pas

ton cas. Ma vie même est liée à l'entreprise. Je ne suis pas son ennemi. Je suis son premier allié – sa première richesse – pour autant qu'elle sache comment me prendre. Cela s'appelle la démocratie. Les ennemis des usines sont ailleurs : ce sont ceux qui veulent m'obliger et t'obliger, toi le patron, à fermer les usines sous la contrainte d'une société bloquée ou parce qu'ils rêvent d'un monde dans lequel on vit bien mais où l'on ne produit pas. Ils veulent un vélo afin de se promener dans la verdure, par exemple, mais pas des hauts-fourneaux nécessaires pour le fabriquer.

Ne me confine pas à l'usine en me traitant de sous-homme, moi qui – comme seul un ministre national-socialiste est capable de le dire – « aie l'intelligence dans les mains ».

Lui l'a éventuellement dans les pieds, qu'il attrape la gale.

A. P.
décembre 2010